

Les mécanismes de l'inégalité salariale entre hommes et femmes

Égalité salariale ici et maintenant!

C'est le mot d'ordre central choisi par la coalition qui appelle à la manifestation nationale des femmes, le 7 mars 2015 à Berne. Une bonne occasion de se saisir de ce thème pour analyser

comment différents mécanismes se combinent pour produire la discrimination des femmes dans la société et sur le marché du travail.

Même si l'égalité des salaires pour un «travail de valeur égale» est inscrite dans la Constitution suisse depuis 1981 et dans la Loi fédérale sur l'égalité depuis 1996, les

femmes gagnent en moyenne 20% de moins que les hommes, voire même 30 à 40% de moins dans les banques, les assurances et le secteur financier, selon l'Office fédéral de la statistique (OFS) et le Bureau fédéral pour l'égalité.

Cette discrimination salariale est le produit de la division sexuelle du travail qui assigne en très large majorité les femmes et les hommes à des travaux différents.

Cette assignation de genre est déjà présente dans la formation. Alors que les filles obtiennent de meilleures notes à l'école, elles choisissent des filières d'étude ou d'apprentissage moins prestigieuses.



Venez avec nous à la manifestation contre le «paquet» Berset le samedi 7 mars à Berne.

Un train gratuit sera à disposition pour l'aller et le retour.

Rdv dans le hall de la gare CFF:

- 10h30 à Genève
- 11h00 à Lausanne

La discrimination salariale est le produit de la division sexuelle du travail qui assigne en très large majorité les femmes et les hommes à des travaux différents.

Dans la vie active, les femmes se retrouvent majoritairement dans des filières moins qualifiées et moins payées, comme l'assistance aux personnes, les soins, le nettoyage ou le commerce. Les compétences requises pour ces filières ne sont pas moins exigeantes que pour les métiers masculins. Mais elles sont supposées être des «qualités féminines», qu'il n'y a pas besoin de payer!

Cette inégalité de salaire se combine avec des inégalités de classe, de nationalité, de statut légal, dont le cumul aboutit à faire des femmes sans papier les salariées les plus exploitées.

Mais il n'y a pas que le travail salarié...

Parallèlement, les femmes sont collectivement assignées (qu'elles le veuillent ou non) au travail domestique et aux tâches éducatives, ce qui n'est pas le cas des hommes. Plus de la moitié des femmes salariées travaillent à mi-temps (ou moins...) pour assumer ces tâches «inévitables» et pouvoir «concilier» la vie au travail et la vie familiale.

Une publication récente de l'OFS met en évidence que, en Suisse, les hommes réalisent les deux-tiers du travail rémunéré (au total 7,7 milliards d'heures) et les femmes les deux-tiers du travail non rémunéré (au total 8,7 milliards d'heures, dont 6,6 milliards d'heures pour le travail domestique).

Les politiques d'austérité menées à tous les niveaux diminuent les prestations de service public, en particulier pour la prise en charge des enfants et des personnes dépendantes (en raison de handicaps ou de maladies). Et c'est alors aux femmes que revient la responsabilité de s'en occuper, ce qui augmente la part de travail non rémunéré qu'elles doivent fournir.

Les employeurs s'appuient sur la division sexuelle du travail pour proposer des conditions de travail dégradées: bas salaires, temps partiel contraint, travail sur appel, etc... Ils légitiment ainsi la création d'emplois précarisés qu'ils imposent ensuite aux hommes, plus particulièrement aux jeunes et aux immigrés.

L'égalité des salaires n'est que la partie émergée de l'iceberg des discriminations des femmes. Une société plus égalitaire nécessiterait de profonds bouleversements.

Evidemment, la division sexuelle du travail déploie également ses effets lors de la retraite. Si dans l'AVS, le *splitting* des revenus pendant la durée du mariage¹ et la création d'un bonus éducatif font que les femmes et les hommes touchent tous une rente AVS, seulement 6 femmes sur 10 sont au bénéfice d'une rente dans le 2^{ème} pilier. Le «paquet Berset», qui relève l'âge de la retraite pour les femmes à 65 ans tout en favorisant le 2^{ème} pilier au détriment de l'AVS, renforcera encore la discrimination des femmes retraitées.

Et alors que faudrait-il?

L'égalité des salaires n'est que la partie émergée de l'iceberg des discriminations des femmes. Une société plus égalitaire nécessiterait de profonds bouleversements, comme par exemple:

- ◆ *La diminution drastique du temps de travail, sans baisse de salaire, pour permettre aux hommes et aux femmes de s'occuper des tâches ménagères, éducatives et d'assistance aux proches;*
- ◆ *La création d'un service public pour l'accueil de la petite enfance, qui garantisse à chaque enfant la possibilité d'avoir une place dans une crèche, comme c'est le cas pour l'école;*
- ◆ *Le développement de services publics sous le contrôle des usagers pour socialiser la prise en charge des personnes dépendantes, avec interdiction pour des entreprises à but lucratif d'exercer dans le domaine des soins et de l'aide à domicile;*
- ◆ *L'organisation de mouvements de femmes pour faire changer les mentalités et les pratiques dans tous les domaines de la vie.*

¹ Calcul de la rente de chaque époux sur la base du partage des revenus acquis pendant les années de mariage.

Qui sommes-nous?

Nous sommes un collectif de femmes et d'hommes (salarié·e·s, étudiant·e·s, etc.) actifs à Genève, Lausanne, Fribourg, Bâle, Berne, Zurich et au Tessin, convaincus que cette société inégalitaire et oppressive doit être transformée. Les dominants qualifient le chômage, le démantèlement social, la pauvreté et les rapports inégaux entre sexes comme des réalités éternelles, immuables, conséquences inévitables du fonctionnement des sociétés. Des «faits naturels» dont les conséquences pourraient seulement être atténuées.

Ces affirmations servent à la défense de l'ordre existant et à la poignée de privilégiés qui en bénéficie. Il s'agit en réalité du fonctionnement normal du capitalisme, autrement dit d'une société divisée en classes sociales. Avec, à un pôle, une mince couche qui s'approprie les produits de la richesse sociale et, à l'autre la gigantesque majorité qui est contrainte à louer quotidiennement ses capacités intellectuelles et manuelles contre un salaire ou, pire encore, ceux et celles qui ne peuvent même pas entrer dans un rapport salarial. Cette société produit et reproduit les inégalités comme condition indispensable de son existence, elle met en concurrence les uns contre les autres et adopte un rapport d'exploitation avec la nature. Violence, oppression et domination sont nécessaires à son maintien.

La crise économique actuelle, avec les plans d'austérité qui l'accompagnent, ne font qu'accroître les inégalités sociales, favoriser les guerres impérialistes et provoquer des désastres écologiques. Mais ces barbaries ne sont pas pour autant des fatalités: c'est pourquoi nous luttons pour une société différente, socialiste, et réellement démocratique, où la production sociale est contrôlée par toutes et tous en vue de la satisfaction des besoins sociaux.

Rejoins-nous dans cette lutte!